

**Favoriser un climat de confiance et de bonne collaboration :
Les acteurs de la chaîne pénale à l'écoute des populations**

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

MARDI 13 SEPTEMBRE 2022

1180

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



Affaire 49 soldats, plainte contre la France

**Le Mali contre tous au sommet
de la CEDEAO à New York ?**



Mali : La "task force" Takuba définitivement enterrée !



Information géospatiale au Mali : Renforcement des capacités des acteurs



COVID 19

CORONA VIRUS

PROTEGEONS NOUS ET PROTEGEONS LES AUTRES

Suivi des actions de prévention et de riposte au

12 sept.
2022

RESPECTONS LES MESURES BARRIÈRES



Porter le masque quand la distance de sécurité ne peut être respectée



Se laver les mains régulièrement



Tousser ou éternuer dans le coude



Respecter la distance de sécurité



Utiliser le gel hydro-alcoolique pour vous désinfecter les mains



Eviter de se serrer les mains



Eviter de se toucher le visage : la bouche, les yeux ou le nez

Echantillons testés

443

Nouveaux cas confirmés

15

Nouveaux guéris

40

Nouveaux décès

00

Au cours des dernières 24 H

VACCINATION

551 818 Vaccinations incomplètes
1 705 835 Vaccinations complètes

Bilan global de la situation du Covid 19

cas confirmés

32 263

Guéris

30 816

Décès

739

dont 442 font l'objet d'un suivi médical



MALIKILÉ

Sensibilisation

Ministère de la Santé et du Développement Social

P.13



P.18



P.25



/ Une /

Affaire 49 soldats, plainte contre la France : Le Mali contre tous au sommet de la CEDEAO à New York ?

P.5

/ Brèves /

École du progrès et ESTM : Des années au service de la formation des ressources humaines
 Mali : Trois Casques bleus blessés dans l'explosion d'une mine
 Soldats ivoiriens détenus : Les autorités maliennes veulent une "contrepartie"
 Éthiopie : L'UA salue la volonté des rebelles du Tigré de participer à des pourparlers de paix
 Algérie : Le Polisario met en garde les organisateurs du rallye Africa Eco Race
 UEMOA : Le Mali lève 31 milliards FCFA sur le marché monétaire
 Rapports des forces onusiennes sur les FAMA : Quand la Minusma se ridiculise

P.12

P.12

P.13

P.13

P.14

P.14

P.15

/ Actualité /

Information géospatiale au Mali : Renforcement des capacités des acteurs
 Favoriser un climat de confiance et de bonne collaboration : Les acteurs de la chaîne pénale à l'écoute des populations
 Cri de détresse d'un compressé : Qui veut pousser les compresses du Mali à la violence

P.17

P.18

P.20

/ Politique /

Mali : La "task force" Takuba définitivement enterrée !
 Colonel Abdoulaye Maïga interpelle le conseil de sécurité : « Donnez-nous l'occasion de présenter les preuves qui incriminent la France »
 Gouvernance au Mali : Après la classe politique, celle militaire doit à tout prix réussir

P.23

P.24

P.25

/ Culture & société /

Perversion de nos mœurs : L'éducation sexuelle complète est de retour avec le programme 03 de l'UNESCO

P.26

/ International /

Éthiopie : La communauté internationale appelle à saisir "l'opportunité" de paix
 Dix ans après l'attaque anti-américaine de Benghazi : La Libye toujours dans le chaos

P.27

P.28

/ Sport /

Foot : Le meilleur ami de Sadio Mané a marqué 36 secondes après ses débuts au Bayern Munich

P.30

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Édité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**

Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)

Email : ampikile@gmail.com

Site Web : www.malikile.com

Contacts : +223 70 44 22 23

- **Gérant :** Moctar Sow
- **Redacteur en Chef :**
- **Rédaction Générale :** Moctar Sow, Karamako B. KEITA, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick wogo, Maffenin Diarra, Samba Moussa LY journaliste correspondant à Dakar
- **Service Commercial :** Youssouf Diarra
- **Secrétariat :** Fatou SISSOKO



**Aidez-nous à lutter
contre le Terrorisme
Contactez le Centre
d'appel « DÈMÉSO »**



**80001120
80001122**



**+223 98-17-36-45
+223 98-17-36-75**



**HALTE AU
TERRORISME
AU MALI**



Affaire 49 soldats, plainte contre la France | Le Mali contre tous au sommet de la CEDEAO à New York ?

Plusieurs sources évoquent un sommet de la CEDEAO, très prochainement, en marge de l'Assemblée générale des Nations Unies. Même si l'objet de cette rencontre des Chefs d'Etats de l'Afrique de l'Ouest n'est pas officiellement connu, le choix porté sur New York pour abriter ce sommet, relance le débat au sein de l'opinion africaine.

Les africains n'ont plus confiance en eux-mêmes. Nul ne l'ignore ! Mais, quitter sa propre maison pour tenir un conseil de famille dans celle d'autrui a tout l'air d'un scandale. Comment comprendre qu'au moment où la jeunesse africaine réclame plus de

souveraineté vis-à-vis des grandes puissances, les Etats africains décident de tenir un sommet les concernant aux Etats-Unis ?

Affaire 46 soldats détenus

Tout porte à croire que le sommet se penchera sur l'affaire des 49, désormais 46 soldats ivoiriens détenus au Mali. Il ne peut en être autrement, au regard des positions tranchées entre le Mali et le Cote d'Ivoire. En effet, Abidjan a réagi aux récents propos du président de

la transition sur la détention des 46 militaires. Pour rappel, le Colonel Assimi Goïta a clairement exigé – en échange des soldats ivoiriens – l'extradition des personnalités maliennes vivant en Côte d'Ivoire et sous mandats d'arrêt. **« Abidjan ne doit plus servir d'asile politique pour certaines personnalités maliennes faisant objet de mandats d'arrêts internationaux émis par la justice malienne »**, précise le président Assimi Goïta ajoutant qu'«**au même moment où la Côte d'Ivoire demande la libération de ses soldats, continue de servir d'asile politique pour certaines personnalités maliennes faisant l'objet de mandats d'arrêt internationaux émis par la justice**». Bamako, par ailleurs, accuse ces personnalités de tenter de « **déstabiliser le Mali** ».

Du côté de la Côte d'Ivoire, on considère que les 46 soldats détenus au Mali depuis deux mois ne sont ni plus ni moins que des « otages », selon une source proche de la présidence rapporté par l'AFP.

« **C'est une prise d'otage qui ne restera pas sans conséquence. Notre position est claire: ce marché est inacceptable** », a affirmé cette source. « **Nous privilégions tou-**

jours la solution diplomatique. Il faut éviter la politique du pire », a toutefois ajouté la même source qui espère que la junte malienne « **reviendra sur sa position** ».

Espérons que le prochain sommet extraordinaire de la Communauté des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) décantera définitivement cette affaire.

Plainte contre la France au Nations Unies

Outre l'affaire des 46 soldats, devra être débattu le dossier relatif aux accusations de soutien au terrorisme, portées par le Mali contre la France. En tous cas, le pouvoir de Bamako semble plus que jamais déterminé à aller jusqu'au bout. Récemment encore, le premier ministre par intérim a martelé qu'« **il est très important de nous donner l'occasion de présenter les preuves qui incriminent la France** ».

« **Ces autorités se sont rendues coupables de beaucoup de choses, notamment les violations intempestives de l'espace aérien, je ne pense pas qu'il y a un seul aéronef malien qui, une fois, a violé l'es-**

pace aérien français », a indiqué Colonel Abdoulaye Maïga. Selon lui, « **en plus de cela, on le dit vraiment sans aucune démagogie, sans aucune manipulation, ces autorités se sont rendues coupables de fournir des renseignements et des armes à des groupes terroristes. Ce qui est inimaginable de la part d'un pays...membre permanent du Conseil de sécurité des Nations-Unies et disposant d'un droit de veto** ».

Et d'ajouter : « **Tous les cas de violations ont été bien documentés... Tout cas tout a été présenté. Nous avons bien entendu d'autres preuves qui seront présentées, car nous l'espérons - à la suite de cette session spéciale du Conseil de sécurité que nous appelons de tous nos vœux - il est très important que la communauté internationale et que le monde découvre comment un État du Conseil de sécurité, qui assure la responsabilité du maintien de la paix internationale se comporte** ».

A suivre de près !

Binadjan Doumbia



■ Issa Kaba



Certains maliens soutiennent l'Ukraine contre la Russie seulement par ce que la Russie soutient la Transition malienne " Hé malien "

■ Financial Afrik



À la faveur des Assemblées annuelles du Groupe de la Banque tenues à Accra, au Ghana en mai dernier, 12 nouveaux membres ont rejoint le conseil d'administration de la banque africaine de développement (BAD). Le nombre de femmes est passé ainsi de 3 à 5 au sein du CA de la BAD. Ces nouveaux représentants du Conseil d'administration composé de 20 membres sont élus pour un mandat de trois ans. Il



■ Croissanceafrique.com



(CROISSANCE AFRIQUE)-En Afrique du Sud, la firme Cilo Cybin Pharmaceutical active dans l'industrie du cannabis a annoncé le lundi 12 Septembre 2022 qu'elle comptait mobiliser 2 milliards de rands (117 millions USD) à travers une société d'acquisition à vocation spéciale (SPAC) qui sera introduite sur la Bourse de Johannesburg. La compagnie souligne que dans cadre de cette opération, l'offre d'achat des actions débutera ce lundi 12 septembre et s'achèvera en novembre prochain...



■ Mali Actu



Le Trafic fluvial a repris ce samedi (10/09/2022) sur les fleuves Bafing et Bakoye dans le cercle de Bafoulabé.



Arrivé au Bayern Munich cet été, Sadio Mané ne savait pas qu'il allait remplacer Robert Lewandowski. La star Sénégalaise a vécu comme ses nouveaux coéquipiers, le départ du Polonais pour le Barca et depuis, Mané joue numéro 9, pas son poste de prédilection. Sans trop forcer, le champion d'Afrique a marqué les esprits dès le début sauf que la Var lui fait très mal.



■ EMSEMBLE POUR UN MALI KOURA

NOTRE CONSTANTE ! CONFIANCE EN LUI. NOTRE SOUTIEN TOTAL ! À LUI. QU'IL NOUS REVienne EN PLEIN ME FORME SOUS LA PROTECTION D'ALLAH SOUBAHANA WATALA.



■ Daouda Bakary Kone



(CROISSANCE AFRIQUE)-Ecobank Transnational Incorporated, la société mère du Groupe

Ecobank a annoncé ce lundi 12 Septembre 2022 que le directeur général actuel, Ade Ayeyemi, prendra sa retraite après qu'il ait atteint l'âge de 60 ans, conformément à la politique de l'entreprise. Le Conseil d'Administration a désigné Jeremy Awori pour succéder à Ade Ayeyemi au poste de directeur général. Les dates de prise d'effet seront communiquées ultérieurement. #JeremyAwori #AdeAyeyemi #Ecobank #Groupeecobank #Nigeria #Afrique #Alerte



CROISSANCE AFRIQUE)-Au Sénégal, la direction.generale du tresor et de la comptabilité publique a obtenu le vendredi 9 septembre 2022 un montant de 45,618 milliards de FCFA (68,427 millions de dollars) 9 septembre 2022 sur le marché financier de l'Union monétaire ouest africaine (UMOA).



■ Seydou Traoré



UNE INFORMATION PIQUÉE SUR LE MUR DE Me KONARÉ, ÉMINENT JURISTE MALIEN. LA LEÇON DE VIE EST DE MOI. LISEZ !

Leçon de vie :

La France Afrique a aidé les dirigeants africains à piller le continent pour les multinationales et pour eux-mêmes et leurs familles. Aujourd'hui, comme des kleenex usagés, ils sont jetés à la poubelle et leurs biens saisis dans une stratégie de haut vol, organisé par la justice occidentale en accord avec, des ONGs bidon et le milieu des finances internationales. Les pays africains, restent toujours perdants. ALORS, POURQUOI NE PAS RÉINVENTER NOTRE ARSENAL JURIDIQUE ? CELA NOUS PERMETTRA DE NÉGOCIER ENTRE AFRICAINS, FAIRE RAPATRIER NOTRE ARGENT ET PERMETTRE AUX FAUTIFS DE RECOURIR LEUR LIBERTÉ ET DE QUOI VIVRE DIGNEMENT. PENSONS-Y !

FRANCE: Une résidence à Neuilly-sur-Seine appartenant à Denis Christel Sassou-Nguesso (photo), ministre et fils du président du Congo-Brazzaville, a été saisi dans le cadre d'une enquête sur des « biens mal acquis », a indiqué vendredi le parquet national financier. L'immeuble, acheté en 2009 pour 5,2 millions d'euros et rénové pour 5,4 millions d'euros, est habité par Denis et sa famille, selon une ordonnance judiciaire datée du 20 juin. Selon l'ordonnance, Denis utilise comme prête-nom son chef de protocole.

« Je suis scandalisé que la France, avec son passé de grande puissance esclavagiste et coloniale, vienne aujourd'hui chercher des responsabilités aux dirigeants africains », a réagi auprès, l'avocat de Denis. Il ajoute: « Beaucoup de biens très mal acquis sont entre les mains de la France et appartiennent aux Africains».

Source: Le Monde

■ www.camfoot.com



La non-présélection de Fabrice Ondoa a créé la polémique ces derniers jours. Mais ce lundi, le manager-sélectionneur des Lions indomptables Rigobert Song a mis les choses au clair. Qui de Fabrice Ondoa ou d'André Onana mérite de garder la cage des Lions indomptables ? Le débat est revenu sur la table dès la publication il y a plusieurs jours, de la liste des 36 présélectionnés de Rigobert Song....



■ Kadiatou Bagayoko



Tournoi Ufoa Zone A des U20 Mauritanie 2022#

Le retour au bercail en ligne de mire
Après environ 15 jours de séjours sur la terre Mauritanienne, ma seconde patrie faut-il le rappeler, l'heure du retour au bercail à sonner pour votre jeune journaliste en quête d'expériences.
Malheureusement l'élimination précoce des Aiglons aura été la tâche d'huile d'une mission qui dans l'ensemble m'a plutôt paru agréable. Espérant avoir été à la hauteur au niveau de la diffusion des informations sur cette compétition, je rentre satisfaite à la maison.
Par ailleurs l'heure du retour est aussi synonyme d'heure de remerciement à tout un chacun, qui de près ou de loin ont contribué à ma participation à cette compétition.
En se donnant rendez-vous pour d'autres challenges dans les jours à venir, je vous dis juste MERCI.



■ YeahSamake



Rencontre avec Madame Sidibé Dédéou OUS-MANE, Ministre de l'Éducation
Saluer Madame le Ministre pour la réussite des examens de fin d'année
Informers de la réalisation des kits scolaires de Badalabougou, Sibiribougou, Pogosso, Ouélessébougou et Kankrougou
Inviter Madame le Ministre à la cérémonie d'inauguration des kits de:

- Badalabougou le 29 septembre 2022
- Sibiribougou le mois d'octobre 2022
- Pogosso le mois de novembre 2022

Exprimer mes vœux d'une rentrée scolaire 2022-2023 bien réussie en prenant les dispositions idoines pour satisfaire les attentes des acteurs de l'Éducation

#CelluleDeCommunication



■ Conseil Supérieur de la Diaspora Malienne

INFORMATION DU CSDM

MOBILISATION DU CSDM DANS LE CADRE DE LA SEMAINE NATIONALE DE LA RÉCONCILIATION (SENARE), DU 15 AU 21 SEPTEMBRE 2022.



Le Président du Conseil Supérieur de la Diaspora Malienne (CSDM), M. Mohamed Chérif HAÏDARA, informe tous les membres et sympathisants de tous les Conseils Pays/CSDM, et la Diaspora malienne, que, du 15 au 21 septembre 2022, se tiendra la Semaine Nationale de la Réconciliation (SENARE) au Mali, et dans les Missions Diplomatiques et Consulaires de notre pays.

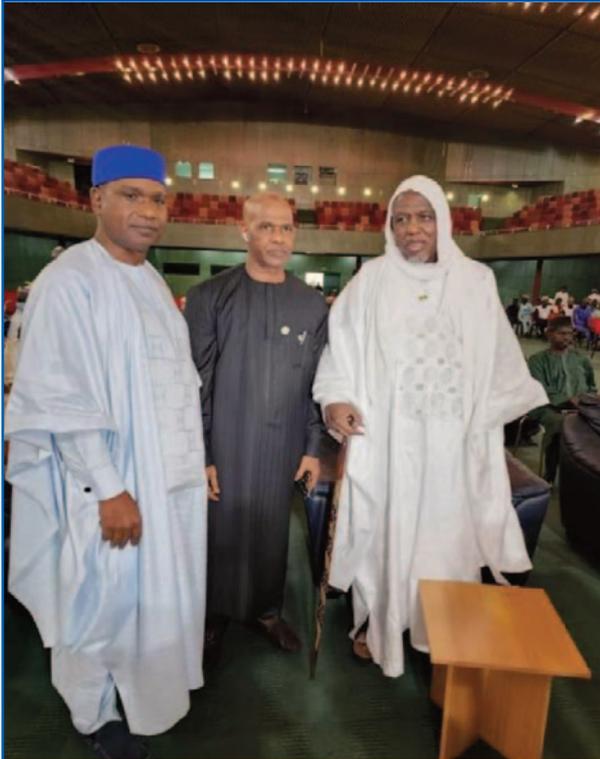
Aussi, le CSDM invite tous ses membres et sympathisants établis à l'extérieur à une grande mobilisation en vue de participer aux activités de la SENARE.

Comme d'habitude, le Président HAÏDARA sait compter sur la Diaspora malienne pour son efficace contribution à cet événement patriotique. Fait à Bamako, le 12 septembre 2022

ACTIVITE DU PRESIDENT/CSDM

Invité d'honneur, le Président du CSDM Mohamed Cherif Haidara participe au Congrès extraordinaire de Tapital Pulaku International qui se tient à Abuja (NIGERIA) dont la cérémonie officielle a eu lieu en ce jour samedi 10 Septembre 2022.

Au cours de cette cérémonie d'ouverture, le Président du CSDM a pu rencontrer et échanger avec des hautes personnalités invitées telles que Alpha Barry (Ancien ministre des Affaires étrangères du Burkina Faso) et aussi avec l'iman Mahamoudou Dicko qui était en visite privée au Nigeria .



■ Malick Konate



Santé/Hygiène : L'Argent et l'Aliment dans la même main

La circulation de l'argent dans les mains entre les acheteurs et les vendeurs, souvent même ceux et celles qui vendent la nourriture reçoivent pour ensuite servir des clients. Une attitude très critiquée par les consommateurs voire déconseillée au point de vue médical.



■ Serge Daniel



#Mali-France-Justice-Boad / D'après mes informations, Moustapha BEN BARKA, Vice-président de la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD), et ancien Ministre ancien secrétaire général de la présidence du Mali a été interpellé ce 12/09/ à Paris par la justice française.

#Mali-Cote-D'IVOIRE- /Affaire des 46 militaires ivoiriens détenus au Mali : D'après mes informations, dans des milieux officiels ivoiriens le ton commence à monter... Le sommet extraordinaire de la CEDEAO prévu en marge de l'Assemblée générale de l'ONU à New York se prépare...

■ Gouvernement du Mali



Le Premier ministre par intérim le Colonel Abdoulaye Maïga a reçu en audience ce lundi 12 septembre 2022 une délégation du Parti des "Démocrates Progressistes Maliens" conduite par son Président Dr Fatogoma Togola.

La délégation du Parti est venue réaffirmer son soutien total aux Autorités de la Transition.

Particulièrement, le Dr Fatogoma Togola à apporté au Premier ministre, la réflexion du parti pour une meilleure gestion des ressources humaines notamment le plan de carrière des agents surtout au niveau de la Santé et de l'Éducation.

Le Parti a salué les performances des forces de défense et de sécurité et apprécié à sa juste valeur le niveau d'équipement atteint aujourd'hui.

Le Premier ministre par intérim a remercié les membres de la délégation et s'est félicité de l'approche des Démocrates qu'il qualifie à juste titre de Parti de Réflexion.

Le Colonel Abdoulaye Maïga a rassuré ses interlocuteurs que leurs aspirations seront sans doute examinées à la Conférence Sociale qui se tiendra très prochainement.

Il s'agit pour le Premier ministre par intérim de mettre l'homme au cœur de toutes nos actions.

CCRP/Primature



COMMUNIQUE



Afin d'éviter les perturbations éventuelles dans le déroulement des paiements, la Direction Générale de l'INPS informe les retraités et rentiers ivoiriens qu'elle procédera à un **contrôle annuel de leur existence physique du 1er septembre au 30 novembre 2022.**

A cet effet les retraités et rentiers sont priés de déposer les pièces suivantes dans les lieux de paiements habituels :

Pour les retraités

- Certificat de vie
- Certificat de vie et/ou de scolarité des enfants
- Attestation de non-imposition

Pour les conjoints survivants

- Certificat de vie
- Certificat de vie et/ou de scolarité des enfants
- Certificat de non remariage

Pour les rentiers

- Certificat de vie

La Directrice des Relations Extérieures sait compter sur la bonne compréhension de tous.

LA DIRECTION

École du progrès et ESTM : Des années au service de la formation des ressources humaines



Créées avec comme objectif l'excellence, l'École du Progrès et l'École supérieure de technologie et de management (ESTM) ont respectivement 30 ans et 20 ans d'existence.

De telles longévités se fêtent ! Pour ce faire, les responsables deux établissements ont organisé un point de presse ce samedi 10 septembre 2022 dans l'enceinte de l'ESTM, sous la présidence du directeur général, Anthioumane N'Diaye. C'était en présence du directeur général adjoint, Pr Abdoulaye Salim Ba, du gestionnaire de l'École du progrès, Modibo Ba et du corps professoral.

Retraçant l'historique de l'École du Progrès, Anthioumane N'Diaye dira qu'elle a vu le jour en novembre 1992, grâce à feu Djibril Souleymane N'Diaye. Celui-ci a pris le risque de quitter la fonction publique pour se lancer dans l'enseignement privé au moment où beaucoup n'y croyaient pas. N'Diaye réussira à convaincre son ami, feu Baï Diallo à s'associer à son projet. Grâce à l'implication des enseignants, dévoués à la cause, l'École deviendra un groupe avec la création des cycles secondaire et supérieur.

Poursuivant son allocution, le directeur général fera savoir qu'avec 30 années de parcours, l'École du Progrès a formé près de 21 000 élèves parmi lesquels, le plus jeune bachelier de notre pays. Ceux-ci, durant leurs formations, ont été assistés par des maîtres et des professeurs issus des écoles normales de formation de maîtres, avec plusieurs années d'expérience dans le métier. A ce jour, le groupe compte 32 professeurs au niveau du lycée ; 12 maîtres au second cycle et 12 maîtres généralistes pour le premier cycle.

Mali : Trois Casques bleus blessés dans l'explosion d'une mine



Trois Casques bleus ont été blessés dimanche dans le nord du Mali quand leur véhicule a heurté une mine entre Ber et Tombouctou, a indiqué la mission de l'ONU (Minusma) dans le pays sur Twitter. La Minusma n'a pas précisé la nationalité des blessés, ni la gravité de leurs blessures.

La Minusma, comme l'armée malienne, est régulièrement visée par des attaques des jihadistes qui combattent toute présence étrangère ainsi que les représentations de l'Etat.

Les mines et les engins explosifs improvisés (EEI) sont une des armes de prédilection des jihadistes. Ils explosent au contact d'une roue ou sont actionnés à distance.

Un rapport de la Minusma arrêté au 31 août dénombrait 245 attaques aux EEI et aux mines en 2021 et 134 en 2022. Les mines et les EEI ont fait 103 morts en 2021 et 72 en 2022, dit le rapport. Un quart des victimes sont des civils.

Avec ses quelque 13.000 soldats, la Minusma, créée en 2013, est la mission de paix de l'ONU la plus meurtrière dans le monde. Plus de 175 de ses membres ont trouvé la mort dans des actes hostiles.

AFP

Quant à l'ESTM, Anthioumane N'Diaye a informé les professionnels des médias présents audit point de presse, qu'elle a été créée en 2002 par la décision N° 1937/ME-SG. Aujourd'hui, avec une capacité d'accueil de 1.000 étudiants, l'ESTM dispose d'un amphithéâtre de 200 places, une salle de séminaire de 40 places et d'une bibliothèque. Aussi, étant le fruit d'une coopération, l'ESTM offre des formations de qualité dans des profils sollicités sur le marché de l'emploi. Ces formations sont conduites par 7 docteurs et 9 doctorants.

Toujours déterminée à innover, l'ESTM compte proposer une formation en Robotique pour la rentrée académique 2022-2023. Celle-ci viendra s'ajouter à celle des Mines-Géologie-Environnement introduite dans la rentrée scolaire 2021-2022. Ces différentes formations complètent celles déjà existants. Il s'agit : Sciences Économiques et de Gestion ; Informatique et Technologies, englobant plusieurs spécialités et Journalisme et Communication.

Retenons que le groupe scolaire, École du progrès et l'ESTM logent dans leur propre locaux, avec toutes les commodités propices à l'acquisition du savoir.

KY ZRBO

Soldats ivoiriens détenus : Les autorités maliennes veulent une "contrepartie"



Le gouvernement du Mali a ouvertement lié la libération de 46 soldats ivoiriens détenus depuis deux mois à l'extradition de personnalités maliennes vivant en Côte d'Ivoire.

Alors que les autorités insistaient jusqu'alors publiquement sur un traitement "judiciaire" du dossier par la justice malienne, le chef de la junte, le colonel Assimi Goïta, a parlé de nécessaire "contrepartie", confirmant des informations selon lesquelles l'extradition de personnalités maliennes faisait partie de la discussion sur le sort des soldats ivoiriens. Au "moment où la Côte d'Ivoire demande la libération de ses soldats, (elle) continue de servir d'asile politique pour certaines personnalités maliennes faisant l'objet de mandats d'arrêt internationaux émis par la justice", a dit le colonel Goïta lors d'une rencontre avec le ministre nigérian des Affaires étrangères Geoffrey Onyeama vendredi, selon un communiqué publié sur les réseaux sociaux.

"Ces mêmes personnalités bénéficient de la protection de la Côte d'Ivoire pour déstabiliser le Mali. D'où la nécessité d'une solution durable à l'opposé d'une solution à sens unique qui consisterait à accéder à la demande ivoirienne sans contrepartie pour le Mali", a-t-il dit.

Il s'agit notamment de Karim Keïta, le fils de l'ancien président Ibrahim Boubacar Keïta renversé par les colonels en 2020, et de Tiéman Hubert Coulibaly, ministre de la Défense et des Affaires étrangères sous M. Keïta. Les relations entre le Mali et son voisin ivoirien se sont dégradées depuis que des colonels ont pris par la force en août 2020 la tête de ce pays confronté depuis 2012 à des attaques jihadistes et plongé dans une profonde crise sécuritaire et politique.

Elles se sont encore détériorées avec l'interpellation de 49 soldats ivoiriens à leur arrivée à Bamako le 10 juillet. Trois soldates ont récemment été libérées. Les 49 soldats devaient, selon Abidjan et l'ONU, participer à la sécurité du contingent allemand des Casques Bleus au Mali.



Éthiopie : L'UA salue la volonté des rebelles du Tigré de participer à des pourparlers de paix



Le président de la Commission de l'Union africaine (UA) Moussa Faki Mahamat a salué dimanche la volonté des rebelles éthiopiens du Tigré de participer à des pourparlers de paix sous l'égide de l'UA, y voyant une "opportunité unique" de mettre fin à près de deux ans de guerre. Dans un communiqué, Moussa Faki Mahamat a également appelé "les deux parties à oeuvrer urgemment à la mise en place d'un cessez-le-feu, à s'engager dans des négociations directes, dans le cadre d'un processus sous l'égide de l'UA, incluant des partenaires internationaux mutuellement agréés".

AFP

Bamako a présenté les Ivoiriens comme des mercenaires. La junte est elle-même accusée par un certain nombre de pays occidentaux de s'être assuré les services de mercenaires russes.

Le nouveau Premier ministre malien par intérim, le colonel Abdoulaye Maïga, a assuré vendredi soir sur la télévision d'Etat que le dossier était "éminemment judiciaire". Mais il a lui aussi évoqué dans le même propos la situation de compatriotes visés par des mandats d'arrêts et vivant en Côte d'Ivoire, qui utilisent cette dernière "comme terrain en vue d'attaquer ou de perturber la transition", la période censée précéder et préparer le retour des civils au pouvoir à Bamako.

L'affaire fait l'objet d'une médiation togolaise. La présidence malienne écrit dans son communiqué que "le Nigeria souhaite jouer sa partition dans la libération du reste (des) soldats", et "estime qu'il est temps de trouver une solution définitive à cette crise".

AFP

Abonnez vous à votre journal numérique

Malikilé

pour recevoir les dernières informations

Whatsapp : 70 442223 / Email : ampikile@gmail.com
Site : www.malikile.com

Algérie : Le Polisario met en garde les organisateurs du rallye Africa Eco Race



Les indépendantistes sahraouis du Front Polisario ont rappelé dimanche aux organisateurs du rallye automobile Africa Eco Race que tout le territoire sahraoui était "une zone de guerre" et les ont mis en garde contre les conséquences du passage de cette course. Les organisateurs du rallye ont annoncé que l'édition 2022 programmée du 15 au 30 octobre traverserait le territoire disputé du Sahara occidental. Les Sahraouis les ont invités, dans un communiqué publié par l'agence de presse sahraouie SPS, à "s'abstenir" de "violier la légalité internationale". La question du Sahara occidental, ex-colonie espagnole considérée comme un "territoire non autonome" par l'Onu, oppose depuis des décennies le Maroc au Front Polisario, soutenu par Alger. Rabat, qui contrôle près de 80% de ce territoire, propose un plan d'autonomie sous sa souveraineté. Le Polisario réclame un référendum d'autodétermination sous l'égide de l'Onu, prévu lors de la signature en 1991 d'un cessez-le feu mais jamais concrétisé.

"La République arabe sahraouie (RASD, autoproclamée par le Polisario, NDLR) se réserve le droit de recourir à tous les moyens légaux et à riposter fermement à tout acte visant à porter atteinte à sa souveraineté et à son intégrité territoriale", précise le communiqué diffusé par SPS. A la mi-novembre 2020, le cessez-le-feu en cours depuis 29 ans a volé en éclats après le déploiement de troupes marocaines à l'extrême sud du territoire pour déloger des indépendantistes qui bloquaient la seule route vers la Mauritanie, selon eux illégale car inexistante lors de la signature des accords de 1991. Depuis, le Polisario se dit "en état de guerre de légitime défense" et a déclaré "zone de guerre l'ensemble du territoire de la République sahraouie, y compris ses espaces terrestres, maritimes et aériens".

C'est cette même route que le rallye devrait emprunter.

La RASD a ajouté qu'elle "tient l'État d'occupation marocain entièrement responsable des conséquences qui pourraient découler de ses provocations continues".

Le Polisario précise dans ce communiqué que ces "provocations continues" pourraient "remettre en cause, de manière dangereuse, non seulement les perspectives de relance du processus onusien pour la paix déjà à l'arrêt, mais aussi la paix et la sécurité dans toute la région".

Cette annonce survient une semaine après la visite de l'émissaire de l'Onu pour le Sahara occidental, Staffan de Mistura, durant laquelle il a rencontré le chef du Front Polisario, Brahim Ghali, à Tindouf, en Algérie, dans le cadre de sa deuxième tournée régionale.

AFP

UEMOA : Le Mali lève 31 milliards FCFA sur le marché monétaire



En dépit de toutes les craintes et doutes qui pourraient subvenir ou exister depuis la levée des sanctions de la CEDEAO, cependant, le Mali jouit toujours de la confiance des investisseurs de la zone de l'UEMOA.

En effet, après avoir réussi le 9 août dernier son plus important emprunt de 277 milliards FCFA jamais réalisé, le Mali a nouveau sur le marché des titres publics de l'UEMOA, a levé 31,6 milliards FCFA ce 7 septembre, auprès des investisseurs de la sous-région.

L'opération a consisté en une émission simultanée de Bons et Obligations de relance du trésor (BRT/ORT) de maturité 6 mois pour un taux d'intérêt non indiqué et de 3 ans avec un taux d'intérêt de 5,85%.

L'émission qui a enregistré un nombre important d'investisseurs de la région a réalisé un taux de couverture de plus de 105% correspondant à un carnet d'ordres de 31,6 milliards FCFA, alors que le pays ne recherchait au départ que 30 milliards FCFA.

Le Mali a finalement fait le choix de lever la totalité des souscriptions qui est de 31,6 milliards FCFA. La valeur nominale unitaire est de 1 million et de 10 000 FCFA respectivement pour la maturité de 6 mois et de 3 ans. Les offres proposées proviennent de 3 pays sur les 8 Etats membres de la région, à savoir le Mali (27,5 milliards FCFA), le Burkina Faso (5,1 milliards FCFA) et le Sénégal (2,01 milliards FCFA).

Dans le détail, le BRT de maturité 6 mois a retenu 6,5 milliards FCFA, à des taux marginal et moyen pondérés respectifs de 4% et 3,29% et un rendement moyen pondéré de 3,35%. Quant à l'ORT de maturité 3 ans qui retenu 25,1 milliards FCFA, les prix marginal et moyen pondérés sont respectivement de 9 900 FCFA et 9 928 FCFA. Le rendement moyen pondéré s'est lui établi à 6,12%. Pour rappel, lors d'une session extraordinaire par visioconférence, le lundi 27 avril 2020 sur la crise sanitaire liée à la pandémie du coronavirus, les Chefs d'Etat de l'Uemoa ont évalué à 5.284,9 milliards de F CFA, les ressources financières nécessaires pour faire face aux besoins en équipements sanitaires, assurer une mise en œuvre effective des mesures sociales et relancer l'activité économique dans la région. Créée le 10 janvier 1994 à Dakar, l'Union économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) a pour objectif essentiel, l'édification, en Afrique de l'Ouest, d'un espace économique harmonisé et intégré, au sein duquel est assurée une totale liberté de circulation des personnes, des capitaux, des biens, des services et des facteurs de production, ainsi que la jouissance effective du droit d'exercice et d'établissement pour les professions libérales, de résidence pour les citoyens sur l'ensemble du territoire communautaire.

M.Yattara / Source : L'Alternance

Rapports des forces onusiennes sur les FAMA : Quand la Minusma se ridiculise

Les rapports trimestriels de la MINUSMA incriminant nos militaires font de vives tensions au sein de l'opinion. Pour cause, les données desdits rapports seraient celles publiées par les médias français couvrant ainsi, des atrocités terroristes sur les civils. Bien que la préservation des droits de l'homme soit une nécessité mais en faire un règlement de comptes politiques seraient encore plus ridicules.

Dans les pays où les conflits règnent, les questions des droits de l'homme se posent et sont prises au sérieux. Elles soumettent une limite aux pouvoirs publics et aux groupes belligérants à respecter sans quoi, des poursuites judiciaires pourraient intervenir à tout moment. Notamment, il s'agit entre autres, des tortures carcérales, des traitements inhumains y compris des lois interdisant les principes de réciprocité d'un pays à l'autre comme armes de répressions diplomatiques et culturelles.

Par ailleurs, en dépit des contextes sécuritaires complexes, les personnes travaillant dans le domaine doivent avoir des mains libres par rapport aux éventuelles enquêtes, en faire si possible comme ça se passe ailleurs, des dénonciations en tenant compte des réalités sur le terrain.

Toutefois, le respect de ces aspects fondamentaux de la part de nos soldats sont témoignés par la hiérarchie militaire à travers des différents communiqués sur les théâtres des opérations.

De même, la MINUSMA semble avoir tiré de côté dans l'élaboration de son récent rapport sur l'armée malienne dans lequel, elle l'ac-



cuserait d'avoir commis des exactions contre des civils. Et ces accusations jugées "fortuites" ont été rejetées non seulement par la direction de l'information et des relations publiques de l'armée (DIRPA) mais également par une grande partie de la société civile dont certains indiquent qu'il s'agirait plutôt d'un ancien rapport contesté et fourni par la France.

Un pays qui, sur fond de crise avec les autorités de la transition, a été contraint de retirer ses soldats pour insatisfaction de résultats. Aussi, dans ledit rapport, l'on perçoit l'absence des atrocités terroristes contre les civils encore moins, des cas de viols et des braquages.

Pour finir, les questions des droits de l'homme ne devraient pas être un mécanisme d'instrumentalisation, à des fins politiques inavouées et les attitudes de la MINUSMA donneraient davantage raison à ceux qui réclament son départ immédiat.

Yacouba COULIBALY / Source : L'Alternance



CENTRE D'APPELS INPS

Appelez au : **20-70-51-70 // 20-70-51-71 // 20-70-51-72**

Une équipe professionnelle et dynamique à votre écoute

Du lundi au Jeudi

7h30 à 16h00

Vendredi

7h30 à 17h30

NOTRE AMBITION : MIEUX VOUS SERVIR

**-UN ACCUEIL CHALEUREUX
-UNE ORIENTATION SURE
-DES INFORMATIONS
FIABLES**

**Pour toutes informations et réclamations
relatives à l'INPS**

**-Renseignement sur
nos prestations
-Pièces à fournir et
suivi des dossiers
-Date et
Chronogramme de
paiement**



Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite (OCLEI)

BON A SAVOIR

■ C'EST QUOI L'ENRICHISSEMENT ILLICITE ?

L'enrichissement illicite est :

- l'augmentation substantielle du patrimoine d'un agent public sans rapport avec ses revenus légitimes, ou
- le train de vie que mène cet agent sans rapport avec ses revenus légitimes.

■ C'EST QUOI LA DÉCLARATION DE BIENS ?

La déclaration de biens est la liste détaillée des revenus et des biens qui appartiennent à un agent public, transmise par cet agent aux autorités compétentes pour analyse et exploitation conformément à la loi.

■ QUI DOIT FAIRE LA DÉCLARATION DE BIENS ?

La déclaration de biens concerne les personnalités suivantes : présidents d'institution, ministres et assimilés, présidents et membres des autorités administratives indépendantes, députés ou maires, autres ordonnateurs ou comptables publics, directeurs généraux, présidents d'établissement public, directeurs généraux, nationaux ou régionaux des services de l'Etat, magistrats, chefs d'état-major des armées, responsables de la passation de marchés publics, responsables des services financiers, d'assiette ou de recouvrement.

Les personnalités concernées sont environ 8 000.

■ OÙ FAIRE SA DÉCLARATION DE BIENS ?

La déclaration de biens est faite auprès du président de la Cour suprême. En retour, cette autorité délivre un récépissé à l'auteur de la déclaration de biens.

■ QUELS SONT LES REVENUS ET BIENS À DÉCLARER ?

- les revenus : salaires, indemnités, primes, autres accessoires de salaires, héritages, libéralités légalement reçues ;
- les biens meubles : véhicules, meubles et bijoux de valeur, objets d'art, comptes bancaires, argent en espèces, actions, parts sociales,
- les biens immeubles : maisons d'habitation, immeubles commerciaux ou professionnels, champs, vergers, animaux, terrains nus.

Tous les revenus et biens doivent être déclarés, qu'ils soient situés au Mali ou à l'extérieur.

■ QUELLES SONT LES PIÈCES JUSTIFICATIVES DE LA DÉCLARATION DE BIENS ?

Les revenus et les biens déclarés doivent être soutenus par des pièces justificatives comme les titres fonciers, les lettres d'attribution, les concessions rurales, les concessions urbaines, les relevés de comptes bancaires, etc.

■ QUAND FAIRE SA DÉCLARATION DE BIENS ?

La déclaration de biens doit être faite par l'agent public concerné :

- au début de la fonction ou du mandat qui crée l'obligation de déclaration de biens ;
- chaque année, au plus tard le 31 décembre ;
- à la fin de la fonction ou du mandat.

Le formulaire de déclaration de biens est téléchargeable en cliquant

www.oclei.ml

<https://www.facebook.com/Office-Central-de-Lutte-Contre-l-Enrichissement-Illicite>

Information géospatiale au Mali : Renforcement des capacités des acteurs

Privilégier la synergie d'actions des acteurs de l'Information géographique et dynamiser les cadres de concertation que représentent le Conseil interministériel et le Comité national d'Information géographique ! Telles sont les motivations à la base de l'atelier national de renforcement des capacités des acteurs de l'information géo-spatiale au Mali. La cérémonie d'ouverture a été présidée, le lundi 12 septembre 2022, par le ministre des Transports et des Infrastructures, Mme Dembélé Madina Sissoko. Cet atelier de 5 jours aura pour objectif de renforcer les capacités des acteurs de l'information géographique fiable en vue de créer une synergie entre et renforcer la coopération en matière de production et de gestion de l'information géographique.



Le présent atelier se déroule à un moment où les différents acteurs de l'Information géographique évoluent en ordre dispersé, au Mali, comme partout ailleurs. Il sera une aubaine pour créer un cadre d'échanges et de partenariat productif et bénéfique pour la communauté géo-spatiale au plan national et à l'échelle internationale. Cette activité est appuyée par la section l'information géo-spatiale des Nations Unies. Les objectifs fixés dans la politique d'information géographique ne pourraient être atteints sans la prise en compte de certaines actions prioritaires. Il s'agit entre autres du renforcement des capacités des acteurs impliqués dans la production et dans la gestion de l'information géographique, renforcement de la coopération en matière d'information géographique, de la mise en œuvre d'une stratégie de communication et de circulation de l'information entre le public, les partenaires techniques et financiers et les acteurs producteurs

et utilisateurs de l'information géographique. Dans ses propos introductifs, le ministre des Transports et des Infrastructures, a adressé ses remerciements à tous les participants, pour l'intérêt qu'ils portent à l'atelier national

auquel ils sont conviés. « **Votre présence dénote toute l'importance que vous accordez à la production de données et informations géographiques de qualité. Je me félicite de l'intérêt que suscite le**



secteur de l'Information géographique et de votre implication dans le processus de mise en œuvre de la Politique nationale de l'Information géographique, adoptée au Mali en janvier 2012, en vue de relever les défis liés à l'incohérence et aux difficultés d'accès aux données et informations géographiques fiables. L'information géographique, également appelée information géo-spatiale, a longtemps servi, et continue encore à servir de façon considérable les activités de reconnaissance, d'inventaire, de planification, d'exécution et de suivi-évaluation des investissements. Elle constitue le substrat de toute activité humaine. Je partage, en cette circonstance solennelle, le dicton célèbre qui suggère : « Tout se passe quelque part, donc tout est localisable et potentiellement géographique ». « L'information géo-spatiale revêt donc une importance capitale pour le développement économique et social de tous les pays, du nord comme du sud », a renchéri le ministre.

Les avancées technologiques dans le domaine de l'informatique et des sciences de la terre, selon le ministre des Transports et des Infrastructures, Dembélé Madina Sissoko, ont considérablement contribué à l'émergence d'outils appropriés d'acquisition, de traitement et de production de données et informations géographiques. Toutefois, la multiplicité des acteurs dans le domaine a engendré une prolifération de bases de données issues de données multi-sources, ainsi que des duplications d'efforts, de ressources financières et de produits de l'information géographique. Cette prolifération se traduit par la génération d'un flux continu de données hétérogènes, souvent peu structurées, et parfois incompatibles, donc difficiles à intégrer. Enfin, elle a réitéré, au nom des plus hautes autorités de notre pays, la profonde gratitude du Mali pour l'accompagnement de nos partenaires en général et pour l'assistance en particulier de la section géo-spatiale des Nations Unies, qui a facilité la tenue du présent atelier.

■ Ibrahim Sanogo

Favoriser un climat de confiance et de bonne collaboration : Les acteurs de la chaîne pénale à l'écoute des populations

Le Centre d'assistance et de promotion des droits humains (Capdh) - avec l'appui financier du royaume du Danemark - à travers le FAMOC a organisé une journée d'échanges entre les populations de la commune II et les acteurs de la chaîne pénale (justice, police, gendarmerie et Administration pénitentiaire). C'était le samedi 10 septembre au foyer des jeunes de Quinzambougou.



L'objectif est de favoriser un climat de confiance et de bonne collaboration entre la justice et les justiciables à travers des échanges d'informations. Cette journée d'échanges s'est déroulée sous forme de panel au cours duquel les représentants des différentes structures de la chaîne pénale ont présenté chacun la sienne sous forme d'exposé. Elle a réuni 200 participants issus des organisations de la société civile notamment, des associations et groupements des femmes, des jeunes et des hommes de médias. A cette occasion, ils ont mis en exergue les difficultés rencontrés dans l'exercice de leurs fonctions. Les jeunes, à leur tour, ont évoqué les obstacles qu'ils affrontent souvent dans la quête de la justice d'une part, et d'autre part au cours de la confection des do-

cuments administratifs.

Aussi, les acteurs de la chaîne pénale ont échangé sur le processus d'établissement des plaintes, la notification des convocations aux audiences, la définition des modalités de partage d'informations entre officier de police judiciaire et le parquet. Cela, dans le but d'améliorer le fonctionnement de la procédure pénale afin d'assurer un meilleur traitement des infractions et répondre aux exigences de l'Etat de droit dans le respect des droits et obligations.

Selon le responsable du CapDH, l'accès à la justice est un concept central pour toutes les questions touchant à la justice en ce qu'il est un indicateur de la qualité du fonctionnement des institutions judiciaires. « **D'une manière générale, il exprime la possibilité de por-**



ter une affaire devant une juridiction pour faire valoir ses droits ou demander réparation lorsque ces derniers font l'objet d'abus et / ou de violation. Il est certes libre, mais inégal et difficilement accessible eu égard aux barrières multiformes qui séparent cette institution des justiciables », a-t-il souligné.

A cet égard, il a précisé que les populations ne connaissent pas suffisamment les lois, les procédures judiciaires existantes, le rôle des acteurs de la chaîne pénale et perçoivent la justice non pas comme un service public chargé de protéger et de reconnaître leurs droits, mais sous l'angle du spectre répressif.

De ce fait, il a insisté sur l'impérieuse nécessité de créer des conditions facilitant la collaboration entre les acteurs de la chaîne pénale (Justice, Police, Gendarmerie, Administration Pénitentiaire ...) et la population pour et avec laquelle ils travaillent quotidiennement. « Nul doute qu'une bonne collaboration entre les citoyens et les structures de la chaîne pénale constitue un facteur déterminant pour rapprocher la justice des justiciables et pour contribuer au respect des droits humains et à la consolidation d'un Etat de droit », a soutenu le responsable du CapDH.

Au terme de la rencontre, nous avons rencontré quelques participants qui ont exprimé leurs

satisfécits par rapport à la qualité des échanges. C'est ce qui ressort des propos de Alpha Diallo pour qui : « Cette journée d'échanges entre acteurs de la chaîne pénale et la population est la meilleure stratégie pour développer une bonne collaboration mais aussi assurer un succès durable et inclusif qui est de lutter contre la délinquance sous toutes ses formes ». Et d'ajouter « c'est à travers ce genre d'exercice que les acteurs de la chaîne pénale pourront établir des rapports de confiance entre eux et la population afin de trouver ensemble des solutions aux difficultés qui minent le bon fonctionnement de cette chaîne dont ils sont les maillons essentiels ».

Quant Mariam à Coulibaly, une autre participante, elle a salué les initiateurs de ce projet pour la réalisation de cette activité qui renforcera sans doute la collaboration entre la chaîne pénale et la population. « Nous sommes persuadés que cette bonne collaboration entre les jeunes et la chaîne pénale sera un facteur déterminant pour rapprocher la justice des justiciables, et garantir le respect des droits des citoyens et la consolidation d'un Etat de droit » a-t-elle conclu.

■ Maffenin Diarra



Cri de détresse d'un compressé : Qui veut pousser les compressés du Mali à la violence

Les compressés du Mali sont restés résilients pendant plus de 30 ans, après la privatisation sauvage de leur société et entreprise d'État par les institutions de Bretton-Wood. Cette situation dramatique, dont les compressés et leur famille sont les premières victimes ne doit laisser personne indifférente, surtout les autorités qui ont la charge de gérer leurs dossiers. Ils ont oublié que les déflatés sont des êtres humains comme eux. Leur seul tort, c'est d'avoir perdu leur emploi dans des conditions effroyables et depuis, sont exposés à toutes sortes de dangers.



Certes, beaucoup d'entre eux sont morts, mais pas tous, contrairement aux allégations gratuites d'un ancien haut gradé de l'hôtel des finances. Les compressés ont gagné une autre manche de victoire contre l'État dans le procès de dénonciation de protocole d'accord (Arrêt N°187/16-CA du 24 février 2016). Faisant économie des détails, une mission des experts rémunérés avec l'argent du contribuable à travailler avec professionnalisme sur leur dossiers (Arrêt n°2019/PM-CAB du 11 janvier 2019). Comme si cela ne suffisait pas, une autre mission dite interministérielle chargée du traitement des dossiers des compensés a été mise en place (décision N°00010/MTFP-SG du 12 janvier 2021). Les frais de fonctionnement de cette commission sont également pris en charge par le budget national, avec comme seul objectif, prendre des dispositions en vue de la mise en œuvre du protocole d'accord transactionnel compris entre les compressés du Mali et le gouvernement.

Mieux, en 2021 le Premier ministre, Chef du gouvernement a déclaré sur les ondes de l'ORTM « Inchallah, les compressés seront payés avant la fête », malheureusement ils ont fêté avec leur familles AID EL ADHA 2021 et 2022 sans percevoir un copeck. C'est dommage ! La recommandation de la commission interministérielle, dans son rapport final du 24 septembre 2021 signé par le représentant de l'hôtel de finances stipule : « l'État ne saurait imposer aux travailleurs compressés une quelconque modalité de paiement. Qu'en conséquence, comme par le passé, faire le paiement du montant convenu à travers un notaire dûment désigné par les compressés eux-mêmes ». Les articles 419 et 425 du CPCCS donnent raison aux compressés et confirment la proposition faite par la commission. Paradoxalement, la direction Générale du contentieux de l'État a compris autrement ou ne veut pas comprendre, raison pour laquelle elle prétend avoir formé pourvoi contre l'arrêt N°187/16 du 24 février 2016, soit six ans après

la signification dudit arrêt par voie d'huissier. Même les néophytes savent que, le pourvoi est formé par un délai de deux mois à compter de la date de signification dans le cas d'espèce. La question suivante se pose : pourquoi le patron des hôtels financiers a accepté la mise en place de la commission interministérielle sachant bien que son « défenseur », la direction générale du contentieux de l'État a fait pourvoi contre l'arrêt susdit ? Les compressés estiment que le plus haut gradé de l'hôtel des finances a bien compris que, le pourvoi Prétendument formé voire fabriqué ne saurait aucunement annuler l'arrêt en question. Si ça n'est pas la diversion, le Ministre SANOU des finances doit diligemment prendre des dispositions pour payer les droits des compressés, conformément aux recommandations de la commission interministérielle. C'est une question d'honneur pour notre cher pays. Ça fait honte d'entendre que, 30 ans après le Mali est le seul pays dans la sous-région où les droits des compressés ne sont encore épongés. Leurs dossiers sont en souffrance dans les « geôles » de l'hôtel des finances, au vu et au su de toutes les autorités. Peut-être une main invisible est en train de les pousser à la violence. Les déflatés ne demandent que, le paiement intégral du montant consensuel qui sera considéré comme solde de tout compte. Le Premier Ministre disait « sans la justice, le MALI KOURA est un vain mot ». Ajouter que, sa refondation passe nécessairement par la lutte contre l'injustice. D'ici là, les 500 mille compressés du Mali et leurs familles se mobilisent pour des marches pacifiques sur la primature et le ministère de l'Économie et des finances très prochainement. Affaire à suivre.

Cheick Oumar Samaké-Compressé
Source : L'Aube



Bientôt la rentrée académique 2022-2023



Apprendre pour réussir sa vie et dans la vie et servir l'humanité
Passez une année universitaire subliminale avec UCAO-UUBa

Université Catholique de l'Afrique de l'Ouest
Unité Universitaire à Bamako



Hamdallaye - porte 85 - Rue 109
BP E4165 Bamako MALI



+223 20 29 56 31 / 20 29 56 28



ucao.uuba@gmail.com



Université catholique de l'Afrique de l'Ouest de Bamako



www.ucao-uuba.org



RENTREE

ACADEMIQUE

2022-2023

27 septembre: session de rentrée administrative

4 octobre: Session de rentrée pour les étudiants S3 et S5

3 octobre 2022: Messe d'ouverture de l'année Académique 2022-2023

7 octobre: Test et concours d'entrée Masters Droit, Licence Journalisme et Communication

Mali : La "task force" Takuba définitivement enterrée !

La "task force" Takuba ne sera plus opérationnelle ni au Mali ni dans le sahel. C'est fini. L'état-major français l'avait annoncé le 1er juillet 2022. Paris vient de confirmer qu'elle sera dissoute dans sa forme actuelle et réintégrée pleinement à la Direction Afrique du ministère des affaires étrangères.

Crée au lendemain du sommet de Pau, en janvier 2020, la "task force" Sahel va être dissoute dans sa forme actuelle et réintégrée pleinement à la direction Afrique du ministère des affaires étrangères. C'est ce qu'a indiqué l'armée française.

En effet, l'état-major français l'avait confirmé le vendredi 1er juillet de cette année, la force Takuba - lancée dans le cadre de l'opération de lutte anti-terroriste Barkhane au Mali - ne sera plus opérationnelle après le départ de la France et certains de ses partenaires du Mali. Ce faisant, elle vient d'être définitivement enterrée.

Elle regroupait 800 soldats des forces spéciales de dix pays européens dont notamment la France, la Belgique, l'Italie, l'Estonie. Les derniers militaires européens de Takuba ont finalement regagné leurs pays, Selon l'état-major français, cette décision s'inscrit dans le cadre de la réorganisation du dispositif militaire français au Sahel et de la

fin de l'opération Barkhane au Mali. Bien que la France ait fait de gros efforts pour maintenir l'idée d'un engagement européen dans le Sahel, la task force Takuba telle qu'elle a été constituée ne peut plus fonctionner, dès lors que l'opération Barkhane quitte le Mali.

Le Général Pascal Ianni est le porte-parole de l'état-major français. « La force Takuba avait pour vocation d'agir au Mali auprès des forces armées maliennes, puis en autonome contre les groupes armés terroristes dans la zone des trois frontières. Takuba répondait à un besoin extrêmement précis ; celui du Mali à la fin de l'année 2019 et le début de l'année 2020, à un moment où les FAMA faisaient face à de très nombreuses attaques de la part de l'État islamique au Grand Sahara. Aujourd'hui, les conditions sont différentes. Ce qui est important, c'est que les pays européens et les armées européennes engagés dans la lutte contre les groupes terroristes avec la France, avec d'autres acteurs pour aider les pays de la région

en fonctions des besoins qu'ils expriment. »

Réarticulations de Barkhane vers le Niger

Pour l'heure, il ne s'agit plus d'avoir une force avec des soldats européens déployés ensemble sur le sol d'un pays sahélien. Pour deux raisons principales qui sont surtout politiques : l'envoi de soldats à l'étranger demande un vote des parlements de chaque pays européen. Une procédure complexe et longue. D'autre part, aucun pays sahélien n'avait fait la demande d'un tel dispositif. L'état-major français a pu obtenir des garanties néanmoins au Niger et certains pays du Golfe de Guinée, pour des « partenariats bilatéraux ».

Le Niger avait été déjà évoqué comme point de chute pour Takuba. En tout cas, des déclarations avaient été faites par le président Mohamed Bazoum qui se disait ouvert à des collaborations européennes pour sécuriser sa frontière avec le Mali. Malgré le vote de l'Assemblée nationale en février pour préparer l'accueil de nouvelles forces étrangères sur le territoire nigérien, la "task force" a été finalement dissoute. La force européenne subit ainsi le sort réservé à la force Barkhane au Mali.

Binadjan Doumbia



Colonel Abdoulaye Maïga interpelle le conseil de sécurité : “Donnez-nous l’occasion de présenter les preuves qui incriminent la France”

Dans une interview accordée à la télévision nationale, le Premier ministre par intérim, le colonel Abdoulaye Maïga, a sollicité les Nations Unies à donner l’occasion au Mali de présenter les preuves qui incriminent la France. Aussi, a-t-il profité de cet entretien pour souhaiter le retour rapide du Premier ministre Choguel Kokalla Maïga.

Le chef du gouvernement du gouvernement par intérim a prié pour le retour rapide du Premier ministre Choguel Kokalla Maïga dont il a loué les qualités.

« Assurer l’intérim d’un homme engagé, déterminé, dévoué et combatif pour la refondation du Mali et doté d’une expérience politique avérée comme le Dr Choguel Kokalla Maïga n’est pas une tâche facile. Mais je ne doute pas que grâce à l’accompagnement de mes collègues membres du gouvernement, de leurs collaborateurs qui sont dans les différents départements ministériels, l’ensemble du peuple malien, et avant tout l’accompagnement de Dieu, nous réussissons à relever les objectifs qui nous ont été assignés », a déclaré le colonel Abdoulaye Maïga, avant de souhaiter un prompt rétablissement au Dr Choguel Kokalla Maïga afin qu’il regagne rapidement son fauteuil pour conduire la Transition.

Ce que le Mali attend de l’ONU sur la plainte contre la France

Comme Choguel Kokalla Maïga, le Premier ministre par intérim a aussi attaqué la France. Pour lui, la France s’est rendue coupable de complot contre le Mali et revient sur l’expression du Dr Choguel Kokalla Maïga. « Nous avons toujours dit ici au Mali que nous faisons toujours la différence entre les autorités actuelles en place et le peuple français que nous respectons énormément. Ces autorités se sont rendues coupables de beaucoup de choses, notamment les violations intempestives de l’espace aérien malien. Je ne pense pas qu’il y a un seul aéronef malien qui a une fois violé l’espace aérien français. On ne peut même pas l’imaginer, on sait que la réaction aurait été autre. Ensuite, il faudrait rappeler le contexte.



C’est la France, pour reprendre l’expression du Premier ministre Choguel Kokalla Maïga, qui a décidé de nous abandonner en plein vol en mettant fin à cette coopération de défense qui nous liait sans avertissement, sans plan, sans nous prévenir », a affirmé le Premier ministre par intérim.

Selon Abdoulaye Maïga, le Mali a été victime des violations intempestives de son espace par les aéronefs français. « En plus de cela, on le dit vraiment sans aucune démagogie, sans aucune manipulation, ces autorités se sont rendues coupables de fournir des renseignements et des armes à des groupes terroristes. Ce qui est inimaginable de la part d’un pays étant membre permanent du Conseil de sécurité des Nations Unies et disposant d’un droit de veto », a-t-il.

Le Mali a introduit une plainte contre la France devant le Conseil de sécurité de l’ONU. Selon la déclaration de Diop, le Mali détient toutes les preuves concernant ses accusations contre la France. « Nous avons introduit une plainte

avec des preuves à l’appui. Tous les cas de violation ont été bien documentés. Nous avons bien entendu d’autres preuves qui seront présentées, car nous l’espérons, à la suite de cette session spéciale du Conseil de sécurité que nous appelons de tous nos vœux », a déclaré le colonel Abdoulaye Maïga. Pour le ministre porte-parole du gouvernement, il y a une nécessité que la communauté internationale et le monde découvrent comment un État du Conseil de sécurité, qui assure la responsabilité du maintien de la paix internationale, se comporte. « Il faudra le dire, ce n’est pas des choses acceptables si nous tenons à assurer la pérennité du mécanisme de sécurité collective. Il est très important de nous donner l’occasion de présenter les preuves qui incriminent la France », a laissé entendre le Premier ministre par intérim.

B. Guindo
Source : LE PAYS

Gouvernance au Mali : Après la classe politique, celle militaire doit à tout prix réussir

Après le terrible désaveu de la classe politique, il semblerait que les Maliens veulent donner sa chance à celle militaire. Plus de 30 ans d'ère démocratique auront rimé avec écart économique et gabegie galopante. Les tenants actuels du pouvoir, pour l'intérêt supérieur de la nation, doivent réussir là où ses prédécesseurs ont lamentablement échoué. Autrement, ce sera un désaveu de plus, celui de trop, qui marquerait une rupture encore plus profonde entre les gouvernants et les gouvernés.

Il s'agit de la classe politique, de mémoire de Malien, rarement des dirigeants auront été aussi populaires. Une popularité qui devra se traduire sur le terrain par des mesures fortes au plan politique, mettant le pays sur de bons rails. Pour beaucoup, peu importe s'il s'agit d'un nouveau type de classe dirigeante mêlant le militaire au politique, l'essentiel ce sont les résultats.

Cependant, d'autres craignent qu'il s'agisse de liaisons dangereuses, d'alliances contre nature, qui auront de fâcheuses conséquences sur le bon ordonnancement des institutions de la république. Des conséquences qui menaceraient également l'équilibre entre les différents pouvoirs du pays. Car, en l'état, il serait très laborieux que l'armature institutionnelle

du pays puisse revenir à la normale après de tels bouleversements. Il semblerait que peu de Maliens, surtout ceux faisant partie de l'élite, se projettent dans un avenir plus ou moins lointain. Beaucoup se cantonnent à vivre au jour le jour comme si gérer un pays, ce n'est pas prévoir le lendemain.

Si l'on a l'habitude de dire que la rupture entre l'élite politique et la masse populaire est totale, que dira-t-on si jamais celle au pouvoir ne parvenait pas à remplir les attentes ?

Une question d'autant pertinente que jusqu'à l'heure, des questions essentielles ont été occultées notamment celles liées au modèle de système politique qui sied le mieux au Mali. L'élite, plutôt que de se projeter en avant en ligne de mire les garanties de stabilité poli-

tico-institutionnelle, tous ne voient que l'élection devant avoir lieu. Si la tenue de celle-ci est impératif pour amorcer le retour du pays dans la normalité, il y a des gages qu'il faut obtenir.

Néanmoins, la classe actuellement au pouvoir est condamnée à réussir. Mais si elle ne y parvenait pas, le désaveu entre la masse populaire et les dirigeants serait total et peut même irréversible.

Et le manque de confiance sera tout simplement entre maliens eux-mêmes. Déjà l'on en voit les prémices. Il est fort à parier qu'elle s'accroisse.

Dans une certaine mesure, ce serait un mal pour un bien, l'occasion pour les Maliens de se poser les bonnes questions et surtout d'y apporter des solutions. Et cela permettra aux Maliens de prendre conscience que le problème du Mali n'est pas fondamentalement la classe, militaire ou politique, qui gère le pouvoir mais qu'il s'agit surtout du modèle de gouvernance que l'on veut. Il faudra qu'elle emporte l'acceptation de tous et qu'elle permette l'instauration du cercle vertueux de la transparence dans tous les domaines de gestion étatique.

Ahmed M. Thiam
Source : L'Alternance



Perversion de nos mœurs : L'éducation sexuelle complète est de retour avec le programme 03 de l'UNESCO

Assimi, attention à la pente glissante : L'éducation sexuelle complète qui a fait chuter le gouvernement de Feu Soumeylou Boubeye Maïga, est sur le point de revenir mais cette fois-ci par le canal du programme 03 de l'Organisation des Nations unies pour l'Éducation, la science et la culture (UNESCO).

Déjà un atelier pour recueillir les recommandations de fonds s'est tenu, du 8 au 9 septembre 2022, à l'hôtel de l'amitié à Bamako. En réalité, cet atelier n'est que de la poudre aux yeux car la finalité, telle que

conçue par les Occidentaux, c'est de mettre en place ce programme dans nos écoles afin d'enseigner à nos enfants la sexualité dans toutes ses formes. Il vise également à introduire le virus de l'homosexualité dans la tête

des élèves par le biais de la promotion du genre.

C'est une manœuvre dilatoire, orchestrée par certaines puissances occidentales, pour mettre dos à dos les autorités transitoires et le peuple puisse qu'elles sachent que les Maliens n'en voudront pas.

Un lobbying très fort pour convaincre les ministres concernés est certainement en cours... mais attention, c'est une peau de banane sous le pied des dirigeants.

En Afrique, les pays comme le Burkina Faso, la Guinée Conakry, le Liberia, Gambie, Sierra Léone, Guinée Équatoriale, Centrafrique, Guinée Bissau et tous les États maghrébins ont refusé le programme. Pourquoi notre pays n'arrive pas à abandonner ce projet dangereux pour notre culture ?

Adaman DIONGO

Source : L'Inter de Bamako



Éthiopie : La communauté internationale appelle à saisir "l'opportunité" de paix

La communauté internationale appelait lundi à saisir "l'opportunité" de paix en Éthiopie, après que les rebelles du Tigré se sont dits prêts à négocier avec le gouvernement sous l'égide de l'Union africaine pour mettre fin à la guerre dans le nord du pays. Depuis le début du conflit en novembre 2020, les nombreux efforts diplomatiques pour amener autorités rebelles tigréennes et gouvernement fédéral à la même table sont restés vains. Et la reprise des combats le 24 août, après cinq mois de trêve, avait encore assombri les perspectives d'une paix négociée.

Mais dans un communiqué diffusé dimanche soir, les autorités tigréennes issues du Front de libération du peuple du Tigré (TPLF) se sont dites disposées "à participer à un processus de paix robuste sous les auspices de l'Union africaine" (UA).

Elles avaient jusqu'à présent toujours rejeté la médiation de l'envoyé spécial de l'UA, l'ancien président nigérian Olusegun Obasanjo, dénonçant sa "proximité" avec le Premier ministre éthiopien Abiy Ahmed.

Le gouvernement, qui avait répété fin juillet être prêt à discuter "n'importe quand, n'importe où" avec une médiation de l'UA, n'avait pas officiellement réagi lundi matin.

Dès dimanche soir, l'UA s'est félicitée de l'annonce tigréenne, saluant une "opportunité unique".

Le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, ainsi que le chef de la diplomatie européenne Josep Borrell ont appelé "à saisir cette opportunité".

Les États-Unis, dans un communiqué du secrétaire d'État Antony Blinken, ont également appelé "les dirigeants du pays à mettre l'Éthiopie sur une voie qui mette fin aux souffrances et permette une paix durable".

"L'Érythrée et d'autres doivent cesser d'envenimer le conflit", a ajouté le chef de la diplomatie américaine.

Processus "crédible"

Les combats dans le nord de l'Éthiopie font rage sur plusieurs fronts depuis la reprise des



hostilités le 24 août, dont les deux camps se rejettent la responsabilité.

Les rebelles accusent les armées éthiopienne et érythréenne d'avoir lancé une offensive conjointe depuis l'Érythrée, pays qui borde le nord du Tigré et a déjà prêté main-forte aux forces de l'Éthiopie lors de la première phase du conflit.

Les journalistes n'ont pas accès au nord de l'Éthiopie et les réseaux de télécommunications y fonctionnent de manière très aléatoire, rendant impossible toute vérification indépendante.

Fin juillet, le conseiller national à la Sécurité nationale d'Abiy Ahmed, Redwan Hussein, avait affirmé que le "gouvernement était prêt à discuter à tout moment et n'importe où", ajoutant que "les discussions devraient commencer sans précondition".

Dans leur communiqué, les autorités tigréennes n'ont mentionné aucun préalable, affirmant leur volonté d'un processus de paix "crédible" avec des médiateurs "mutuellement acceptables" ainsi que des observateurs internationaux.

"Nous sommes prêts à respecter une cessation des hostilités immédiate et mutuellement acceptée, afin de créer une atmosphère propice", ont-elles ajouté.

Dans une lettre adressée quatre jours plus tôt à Antonio Guterres, le chef du TPLF, Debretsion Gebremichael, avait proposé une trêve sous condition, demandant notamment "un accès humanitaire sans entrave" et le retour de services essentiels au Tigré, touché par de graves

pénuries alimentaires et privé d'électricité, de communications et de services bancaires.

Il demandait également le départ des forces érythréennes présentes sur le territoire éthiopien et le retrait des forces régionales d'Amhara qui ont pris position depuis fin 2020 au Tigré occidental, région contestée et revendiquée par Tigréens et Amhara - deuxième population ethnolinguistique du pays.

Aide humanitaire interrompue

Le bilan du conflit meurtrier au Tigré est inconnu. Mais il a provoqué le déplacement de plus de deux millions de personnes et plongé des centaines de milliers d'Éthiopiens dans des conditions proches de la famine, selon l'ONU.

La reprise des combats a totalement interrompu l'acheminement routier et aérien de l'aide humanitaire dans la région du Tigré et ses voisines de l'Amhara et de l'Afar, selon les Nations unies.

Le conflit dans le nord de l'Éthiopie a éclaté en novembre 2020, quand Abiy Ahmed a envoyé l'armée fédérale au Tigré déloger les autorités dissidentes de la région, les accusant d'avoir attaqué des bases militaires.

Initialement défaits, les forces rebelles du Tigré ont repris le contrôle de la majeure partie de la région courant 2021, lors d'une contre-offensive qui a débordé en Amhara et en Afar. Ils se sont ensuite repliés vers le Tigré.

AFP

Dix ans après l'attaque anti-américaine de Benghazi : La Libye toujours dans le chaos



Dix ans après la mort de l'ambassadeur américain en Libye lors d'une attaque à Benghazi, Washington tente de peser sur un règlement politique dans le pays toujours en proie au chaos, après s'être mis en retrait.

Le 11 septembre 2012, en pleine guerre civile en Libye, une vingtaine d'hommes armés pénètrent dans le complexe diplomatique à Benghazi (est) avant d'incendier la villa où se trouvaient l'ambassadeur américain Chris Stevens et un employé, Sean Smith. Tous deux meurent asphyxiés.

Les assaillants tirent ensuite au mortier sur un bâtiment utilisé par l'agence de renseignement CIA dans un autre quartier de Benghazi, tuant deux anciens membres des Navy Seals, une force d'élite.

L'assaut, mené onze ans jour pour jour après les attentats du 11-Septembre, provoque un choc aux Etats-Unis: aucun ambassadeur américain n'avait été tué depuis 1979. Plu-

sieurs branches du gouvernement américain se voient reprocher failles et négligences, notamment le département d'Etat alors dirigé par Hillary Clinton.

Deux ans après l'attaque et dans un contexte de violents affrontements à Tripoli, les Etats-Unis, à l'instar de nombreux autres pays, ont fermé leur ambassade en Libye en 2014 et ne l'ont pas rouverte depuis.

Ce vide diplomatique et un désengagement du dossier libyen sous l'administration de Donald Trump (2017-2021) y ont laissé les coudées franches à d'autres acteurs, notamment la Russie, l'Egypte et les Emirats, soutiens du camp de l'Est, et la Turquie, alliée du gouvernement de Tripoli.

"Influence"

Mais cela n'a pas empêché Washington d'exercer, "à maintes reprises après 2012, une

influence cruciale sur le dossier libyen", décrypte pour l'AFP le chercheur et analyste Jalel Harchaoui, spécialiste de la Libye.

"Il y a eu des moments plutôt positifs comme l'accord (sur un gouvernement d'union libyen) conclu sous l'égide de l'ONU à Skhirat (Maroc), en 2015, sur lequel les Américains avaient beaucoup travaillé", affirme-t-il.

Mais il y a aussi eu des "moments plus sombres" lorsque Donald Trump avait soutenu l'homme fort de l'Est libyen, le maréchal Khalifa Haftar alors qu'il venait de lancer une offensive pour conquérir Tripoli en 2019, ajoute l'expert.

Deux Libyens capturés par les forces américaines en Libye et jugés aux Etats-Unis, Mustafa al-Imam et Abou Khattala, ont été condamnés à respectivement 19 et 22 ans de prison en lien avec l'attaque de Benghazi.

L'assaut était survenu presque un an après la chute du régime de l'ex-dictateur Mouammar Kadhafi, emporté par une révolte appuyée par

une intervention internationale controversée sous l'égide de l'Otan, plongeant le pays dans un chaos politique et sécuritaire qui perdure, avec des pouvoirs rivaux dans l'est et l'ouest. Si de nombreuses chancelleries ont fait leur retour l'an dernier à Tripoli à la faveur d'une sensible amélioration de la situation sur le terrain, l'ambassade américaine travaille toujours depuis Tunis et l'ambassadeur Richard Norland n'effectue que des rares visites dans la capitale libyenne.

Pétrole

Deux gouvernements se disputent le pouvoir depuis mars en Libye: l'un basé à Tripoli et dirigé par Abdelhamid Dbeibah depuis 2021 et un autre conduit par Fathi Bachagha et soutenu par le camp du maréchal Khalifa Haftar. Des combats ont opposé des milices rivales fin août à Tripoli, faisant 32 morts et 159 blessés, selon un bilan du ministère de la Santé. Selon une source diplomatique européenne à Tripoli, le maintien de la production pétrolière libyenne à l'abri des turbulences politiques semble être actuellement la principale préoccupation américaine, même si M. Norland ne cesse aussi d'appeler à la tenue d'élections dans le pays, le report des scrutins prévus en



décembre 2021 ayant aggravé la crise entre camps rivaux.

M. Norland avait mis en garde en juin les protagonistes rivaux en Libye contre l'utilisation du pétrole "comme arme" dans leurs querelles politiques.

La production pétrolière en Libye a atteint fin juillet 1,2 million de barils par jour, soit sa moyenne quotidienne d'avant un blocus pétrolier imposé entre mi-avril à mi-juillet par

des groupes proches du camp de l'Est.

"Il incombe à tous les acteurs externes et internes de se diriger vers des élections présidentielle et parlementaires dès que possible", a déclaré mercredi M. Norland, cité par l'ambassade américaine.

AFP



Foot : Le meilleur ami de Sadio Mané a marqué 36 secondes après ses débuts au Bayern Munich

L'ami d'enfance de Sadio Mané, Desire Segbe Azankpo, n'a mis que 36 secondes pour marquer son premier but pour le Bayern Munich lors de ses débuts.

Azankpo jouait pour le Bayern Munich II lorsqu'il a marqué son premier but pour le club lors de sa victoire 6-0 sur le SV Heimstetten au Grunwalder Stadion, samedi.

Avec seulement 36 secondes au compteur, l'occasion parfaite est tombée dans les pieds de l'international béninois après qu'un tir de son coéquipier Granit Leon Ranos ait été dévié dans la trajectoire d'Azankpo. Le joueur de 29 ans a tranquillement placé le ballon au fond des filets pour ouvrir le score. Azankpo est ensuite passé du statut de buteur à celui de pourvoyeur en assistant au deuxième but de Ranos, qui a porté le score à 4-0 pour le club bavarois avant le coup de sifflet de la mi-temps.

Azankpo et Mané ont vécu un voyage incroyable ensemble, du partage de tout ce qu'ils ont vécu en tant qu'amis d'enfance jusqu'au fait

de jouer pour le Bayern, cela a été une sacrée aventure.

Azankpo a parlé de Mané plus tôt cette année, selon Goal, il a dit : « Il [Mané] a toujours eu de grandes ambitions. Il a toujours voulu aller le plus haut possible. Il vient d'un milieu pauvre, comme nous tous.

» Et on s'est dit qu'il fallait réussir pour aider la famille, pour prendre la relève, parce qu'il y a des gens derrière qui ont faim « .

« Sadio a toujours eu de grands rêves. Et je me souviens quand il m'a parlé de la sélection sénégalaise, il le voulait tellement. »

Depuis que Mané est passé de Liverpool au Bayern cet été, l'international sénégalais a fait un véritable tabac.

Depuis le début de la saison, il a marqué cinq buts en neuf apparitions avec les champions de Bundesliga.

Si Mané a connu un début de saison prometteur, on ne peut pas en dire autant de son ancien club, Liverpool.

Les hommes de Jurgen Klopp ont connu un

début de campagne mouvementé, ils n'ont enregistré que deux victoires sur six en Premier League. Lors de leur match d'ouverture de la Ligue des champions, ils ont réalisé l'une des pires performances du mandat de Klopp en s'inclinant facilement 4-1 face à Naples, une équipe de Serie A italienne.

Klopp a admis après la défaite que son équipe devait se réinventer.

Il a déclaré : « Nous avons mal joué en première mi-temps, mais d'habitude nous ne concédons pas trois buts.

« Avec Alisson dans les buts, il faut être vraiment mauvais pour que cela arrive. Il semble que nous devions nous réinventer. Il y a beaucoup de choses qui manquent ».

Leur prochain match programmé sera un autre match difficile en Europe, puisqu'ils accueilleront l'Ajax à Anfield mardi soir.

Source : Afrique Sports





Bélier (21 mars - 19 avril)

Il se pourrait bien que votre promotion tant attendue se matérialise ces jours-ci. Vos efforts portent leurs fruits. Vous avez bien mérité votre récompense, car vous avez travaillé dur pour arriver à vos fins.

Votre portefeuille se porte à merveille. Il est alimenté régulièrement par la providence et vous vous demandez peut-être à qui vous devez cette chance ! C'est Jupiter, le dieu du ciel dans la mythologie grecque qui vous apporte ses bienfaits.



Taureau (20 avril - 19 mai)

Dans le travail la bonne ambiance gagne du terrain, vous êtes confiant. Aujourd'hui, aucune perturbation ne vient interférer dans vos plans ou dans votre planning. Il se peut que de nouvelles perspectives d'avenir vous soient proposées.

De belles récompenses vous tombent dessus, si vous êtes surpris et dubitatif au départ, très rapidement vous commencez à entrevoir une issue de secours favorable à vos difficultés d'argent. Cependant, agissez avec prudence en sécurisant votre futur.



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Vous pourriez commencer un nouveau travail, ou changer de poste au sein de la société pour laquelle vous travaillez, ou même avoir des nouveaux projets... Le trigone Mercure/Neptune vous apporte une vivacité d'esprit indispensable à votre réussite professionnelle.

Le trigone Jupiter/Uranus aidé par la conjonction à Vénus favorise grandement le domaine de vos finances. Associé à Mars dans le domaine du travail, il y a de grandes chances pour que celles-ci se trouvent augmentées, sans doute grâce à votre travail !



Cancer (21 juin - 21 juillet)

La chance peut se faire avec un collègue. Il peut vous donner un coup de pouce totalement inattendu. Ce nouveau poste pourrait être très différent du poste actuel. Osez faire ce changement. Vous ne le regretterez pas. Il peut vous ouvrir un autre horizon.

Le budget est à étudier avec parcimonie. Vous devez faire attention à vos excès. Des coups de coeur sur des articles ou des produits peuvent vous revenir assez cher. Des produits haut de gamme pour la nourriture ou un restaurant peut entraîner des frais.



Lion (22 juillet - 23 août)

Avec cette opposition Uranus/Mars, il se peut que vous ayez envie de vous révolter contre des agissements qui ne vous conviennent pas. Il faudra essayer de trouver une manière très diplomate de le dire afin de ne pas froisser vos collaborateurs.

Les choses sont en gestation en ce qui concerne vos rentrées d'argent. C'est comme une soupe qui mijote. Il lui faut un certain temps de cuisson. En attendant, vous vous inquiétez un peu et vous vous demandez ce qui se passe.



Vierge (23 août - 23 septembre)

Des attentes différentes et des envies de nouveauté, vous êtes porté par une énergie dynamisante. Vos choix se dirigent vers de nouvelles activités lucratives, aujourd'hui vous testez des jobs et des pistes différentes. Vous tentez et vous osez !

Dépenser votre argent sans compter, vous en connaissez les risques, de ce fait, vous préférez vous montrer prévoyant en choisissant de ne pas jeter l'argent par les fenêtres. Vos proches saluent vos initiatives courageuses. Vous pensez au futur.



Balance (23 septembre - 22 octobre)

Au travail, vos idées font l'admiration de vos collègues. Vous pourriez recevoir une nouvelle, qui changerait votre routine quotidienne. Peut-être une promotion ? Quoi qu'il en soit, de nouveaux horizons pourraient voir le jour, et avec eux, de bonnes surprises.

De très bonnes perspectives pourraient se produire dans le domaine de vos finances. Le trigone Uranus/Vénus en est la cause. La vente tant attendue d'un bien immobilier pourrait se produire, et avec elle une belle rentrée d'argent que vous n'attendiez plus !



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

L'activité en cours demande de collaborer avec des personnes peu scrupuleuses. Du laisser-aller ou des erreurs professionnelles peuvent ralentir vos tâches. Une légère contrariété se fait sentir. De la mauvaise foi pourrait provenir d'un collaborateur.

Les questions du budget sont au coeur de vos préoccupations. Elles le sont pour la bonne cause, face à des projets. Vous désirez investir dans de la décoration ou changer la disposition de votre mobilier. Cette démarche encourage votre envie d'économiser.



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Les astres vous sont extrêmement favorables en ce qui concerne votre activité professionnelle. De bonnes nouvelles peuvent arriver et des libérations de situations difficiles peuvent avoir lieu. La journée sera sûrement riche à tous points de vue et changera votre quotidien à l'avenir.

Avec Vénus qui représente aussi les valeurs, l'argent va arriver à point nommé pour vous permettre de mener à bien vos désirs d'expansion. Saturne en Capricorne pourrait bien vous donner des envies d'achat immobilier.



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Vous prenez une belle revanche professionnelle, vous n'êtes pas prêt de vous arrêter en si bon chemin. Vos projets tiennent la route, vous mettez toutes vos chances de votre côté pour pouvoir les réaliser au plus vite. Les astres vous protègent.

C'est une journée constructive qui vous attend, les finances sont à la hausse. Vous attendiez un retour à l'équilibre, le voici. Le secteur de l'argent est favorisé, si récemment vous avez fait des placements, vous recevez des gains inattendus.



Verseau (20 janvier - 19 février)

Des transformations pourraient se produire dans votre travail, apportant avec elles des changements positifs et un total épanouissement. Ne laissez pas passer cette opportunité ! Cela vous apporterait ce sentiment de liberté auquel vous aspirez tant !

Vous êtes capable d'une grande lucidité concernant votre budget. De plus, l'aspect Neptune/Mercure vous apporte une grande intuition en ce moment. Vos choix sont judicieux concernant vos finances, vous gérez tout cela de manière intelligente.



Poisson (19 février - 21 mars)

Une démarche est amorcée pour changer d'activité. Ce cap pourrait entraîner une mutation. Une nouvelle carrière est en marche. Elle réclame un bilan de compétence. Prenez la peine d'étudier votre projet professionnel. Votre avenir en dépend entièrement.

Gardez le maximum de budget. Le conseil est la sagesse, car les frais sont importants. Ils peuvent vous amputer l'argent réservé aux loisirs. Vous savez qu'il est préférable de rogner sur les économies. Privilégiez la récupération ou les bonnes affaires.



L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS

<p>Communiqué du Conseil des Ministres du mercredi 1er juin 2022 en n°2022-24/sgg</p> <p>1110 Malikilé</p> <p>Crise au sein du RPM Dr Bocari Treta sommé d'organiser un nouveau congrès</p>	<p>Situation financière du Mali : Non le pays n'est pas en "défaut de paiements"</p> <p>1111 Malikilé</p> <p>Prochain sommet de la CEDEAO sur le Mali Revoilà le Cadre d'Echanges</p>	<p>Plus de 1000 personnes participent au Sommet de la CEDEAO</p> <p>1112 Malikilé</p> <p>Le Sommet de la CEDEAO tergiverse, le Mali s'assume!</p>	<p>Le Mali s'assume à l'Organisation africaine de la Santé (OAS) : Les capacités de 50 membres du CNT renforcées</p> <p>1113 Malikilé</p> <p>La polémique entre le Mali et la CEDEAO</p>
<p>Journées de Réflexions et de Soutien à la Transition : La jeunesse invitée à jouer sa partition</p> <p>1114 Malikilé</p> <p>Dr Choguel Kokalla Maïga fait le bilan de l'an I de la rectification</p>	<p>Conférence des chefs d'entreprises maliennes : Les professionnels du secteur invités à s'approprier l'événement</p> <p>1115 Malikilé</p> <p>Barikina Faso CEDEAO : Issoufou Mahamadou, son médiateur contesté!</p>	<p>Adema - PASJ : Enfin le bitan de 10 ans de pouvoir</p> <p>1116 Malikilé</p> <p>Le top départ!</p>	<p>Mali : La hausse des prix des denrées alimentaires</p> <p>1117 Malikilé</p> <p>Le nîet du Mali à la force française Barkhane</p>

Pour tous renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ... n'hésitez pas, contactez nous au :

70 44 22 23